

Unité départementale des Yvelines
35 rue de Noailles
Bâtiment B1
78000 Versailles

Versailles, le 16/02/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 27/02/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

LINDE FRANCE

3 AVENUE OZANNE
ZI LIMAY PORCHEVILLE
78440 Porcheville

Code AIOT : 0006503466

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/02/2025 dans l'établissement LINDE FRANCE implanté 3 AVENUE OZANNE à PORCHEVILLE (78440). L'inspection a été annoncée le 29/01/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- LINDE FRANCE
- 3 AVENUE OZANNE à PORCHEVILLE (78440)
- Code AIOT : 0006503466
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : *ne relève plus de la directive IED à la date du présent rapport*

Le site LINDE FRANCE de Porcheville fabrique et conditionne des gaz à finalités industrielles et médicales. Le site est divisé en deux parties, reliées par une voie de circulation permettant la circulation intérieure des camions.

Sur sa partie Nord, l'établissement exploite :

- Une unité dédiée au remplissage et au stockage d'hydrogène (installation de remplissage d'hydrogène par biberonnage : vidange de véhicules-batterie (trailers)),
- Deux ateliers de conditionnement de gaz médicaux (O₂ médical, N₂ médical, CO₂ médical, mélange médicaux, produit "INOMAX").

Sur sa partie Sud, l'établissement :

- Produit de l'azote, de l'oxygène et de l'argon liquide à partir de la séparation cryogénique des gaz de l'air dans une colonne à plateaux (zone de production des gaz de l'air (ASU)),
- Conditionne et stocke des gaz industriels et agroalimentaires en bouteilles et en cadres,
- Produit de la glace carbonique,
- Stocke des paniers de transport et emballages vides.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue du <u>présent</u> contrôle ⁽¹⁾	Proposition de délais
5	Actions engagées pour la mise en sécurité (3.b)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59	Demande d'action corrective	1 mois
9	Maintenance utilités et dispositifs de secours électrique (5)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 52	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
10	Plan d'action relatif aux utilités (6)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
11	Contrôle de la liste des appareils à pression	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6.III	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1, 3 et 4 mois
17	Entretien des moyens de lutte toxique	Arrêté Préfectoral du 10/09/2013, article 94	Demande d'action corrective	1 mois
18	Moyens de confinement en cas de dispersion toxique	Code de l'environnement, article R. 181-54 et Arrêté Préfectoral du 10/09/2013, article 97	Demande d'action corrective	3 mois
19	Réserve d'absorbants	Arrêté Préfectoral du 10/09/2013, article 11	Demande d'action corrective	1 mois
20	Système de sécurité incendie - poste ROC	Arrêté Préfectoral du 10/09/2013, article 93	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Situation administrative et instructions en cours ¹	Code de l'environnement, article R. 511-9	Sans objet
2	Alimentation en énergie et utilités associées (1)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56	Sans objet

¹ A la date de l'inspection, un dossier de modification substantielle était en instruction. Celui-ci a fait l'objet de l'arrêté préfectoral portant prescriptions complémentaires n° 78-2025-07-31-00003.

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Stratégie de l'exploitant en cas de perte d'électricité (2)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56	Sans objet
4	Arrêts et mise en sécurité (3.a)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56	Sans objet
6	Modalités de maintien de la surveillance si coupure d'électricité (3.c)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 64	Sans objet
7	Dispositifs de secours électrique (Liste et équipements secourus) (4.a)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56	Sans objet
8	Autonomie du dispositif de secours électrique et de surveillance (4.b)	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 7	Sans objet
12	Vérification des échéances de l'inspection périodique	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 15.I	Sans objet
13	Vérification des échéances de la requalification périodique	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 18.I	Sans objet
14	Analyse du compte rendu de requalification périodique	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 25	Sans objet
15	Contrôle de l'état de l'équipement	Code de l'environnement, article R. 557-14-2	Sans objet
16	Contrôle des accessoires de sécurité	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 3.I	Sans objet

*

* *

En sus des constats relevés dans le présent rapport, le contrôle du 27 février 2025 a également été l'occasion pour l'inspection d'aborder avec l'exploitant les futures échéances d'obligations réglementaires issues de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010, notamment la protection de la salle de contrôle aux effets des phénomènes accidentels susceptibles de l'atteindre.

En effet, l'article 53 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié prévoit :

"[...] Pour les installations concernées, sans préjudice des impératifs de protection de personnes, les salles de contrôle des installations ainsi que les dispositifs de conduite et de traitement des données sont protégés contre les effets des accidents identifiés dans l'étude de dangers susceptibles de les impacter, de manière à garantir leur caractère opérationnel et lorsqu'elles sont nécessaires à la mise en sécurité des installations.

Pour les installations régulièrement mises en service ou dont le dépôt complet de la demande d'autorisation est antérieur au 1er septembre 2022, les travaux identifiés comme nécessaires pour la mise en conformité à ces dispositions sont réalisés avant le 1er juillet 2027."

L'exploitant doit donc informer l'inspection des modalités et de l'échéancier de sa mise en conformité, qui devra être formellement portée à la connaissance du Préfet, et pourra faire l'objet d'échanges complémentaires pour approfondir l'analyse de ce sujet.

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection relève que sur le périmètre des points de contrôle vérifiés le 27 février 2025, concernant principalement la gestion des pertes d'utilités et le suivi des équipements sous pression, l'état des installations est globalement satisfaisant.

Des justificatifs ou des actions correctives sont demandés par l'inspection, notamment concernant le remplacement à venir d'équipements sous pression ou les moyens de confinement en cas de dispersion toxique.

2-4) Fiches de constats

Les fiches de constat n° 1 à 10 et 17 sont placées en annexe confidentielle du présent rapport car elles comportent des informations relatives à la sûreté des installations.

N° 11 : Contrôle de la liste des appareils à pression

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6.III
Thème(s) : Risques accidentels, Liste des appareils à pression
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour une liste des récipients fixes, des générateurs de vapeur et des tuyauteries soumis aux dispositions du présent arrêté, y compris les équipements ou installations au chômage. Cette liste indique, pour chaque équipement, le type, le régime de surveillance, les dates de réalisation de la dernière et de la prochaine inspection et de la dernière et de la prochaine requalification périodique. L'exploitant tient cette liste à la disposition des agents chargés de la surveillance des appareils à pression.
Constats : L'exploitant transmet à l'inspection par courriel du 12 février 2025, en réponse à l'annonce du contrôle du 27 février 2025, la liste des équipements sous pression qu'il détient, qui compte 77 équipements sous pression. L'inspection note toutefois que des équipements sous pression semblent manquants dans cette liste (e.g. équipements de l'atelier de compression d'hydrogène, réservoir d'oxygène liquide FE023), et qu'elle ne détaille pas par ailleurs les équipements regroupés dans un ensemble (e.g. boîte froide, groupe froid). Interrogé à ce sujet lors du contrôle du 27 février 2025, l'exploitant indique que cette liste a été générée via le logiciel LINSPEC (développé par la société SIRFULL), et qu'en raison d'un changement d'interface important (passage à l'application web) survenu récemment, cet outil n'est pas encore totalement maîtrisé. Une vérification par sondage lors du contrôle montre que les équipements manquants dans la liste transmise le 12 février 2025 sont bien présents dans les données LINSPEC de l'exploitant. L'exploitant doit toutefois transmettre la liste complète et à jour de ces équipements sous pression à l'inspection. L'inspection note par ailleurs que deux équipements sont désignés par l'appellation « A CONTROLLER » ; l'exploitant explique qu'il s'agit de réchauffeurs atmosphériques anciens sans plaque d'identification, en cours de remplacement (prévu en juin 2025), et indique qu'un contrôle de mise en service est déjà planifié. L'exploitant doit, à l'issue du remplacement de ces deux équipements, transmettre à l'inspection les informations permettant de les identifier, conformément à l'article 6.III de l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017, ainsi que le compte-rendu du contrôle de mise en service. L'exploitant indique par ailleurs lors du contrôle du 27 février 2025 : <ul style="list-style-type: none">- qu'aucun équipement sous pression n'est au chômage sur l'installation ;- qu'il dispose au sein de ses équipes nationales d'un service d'inspection reconnu qui effectue également des missions d'inspection d'équipements sous pression chez ses clients.

Conclusions :Demande d'action corrective (délai : 3 mois) :

L'exploitant doit mettre en œuvre les moyens lui permettant de générer facilement une liste des équipements sous pression détenus exhaustive et respectant les critères de l'article 6.III de l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017.

Demande de justificatif à l'exploitant (délai : cf. infra) :

L'exploitant doit transmettre à l'inspection :

- sous un mois, la liste complète des équipements sous pression de l'installation de Porcheville, conformément à l'article 6.III de l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017 ;
- sous quatre mois, les informations d'identification des deux réchauffeurs atmosphériques remplaçant ceux désignés comme « A CONTROLER » dans la liste transmise le 12 février 2025, ainsi qu'une photographie de la plaque signalétique des nouveaux équipements.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1, 3 et 4 mois

N° 12 : Vérification des échéances de l'inspection périodique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 15.I
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle documentaire – Inspection périodique
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. - L'inspection périodique a lieu aussi souvent que nécessaire. Les périodes maximales sont comptées selon le cas à partir de la date de la mise en service ou, de la précédente inspection périodique ou requalification périodique. Elles sont fixées ci-après, sans préjudice de dispositions plus exigeantes fixées par d'autres règlements, en particulier ceux relatifs au plan de modernisation des installations industrielles.</p> <p>La période maximale est fixée au maximum à :</p> <ul style="list-style-type: none">- 1 an pour les bouteilles pour appareils respiratoires utilisées pour la plongée subaquatique ainsi que les récipients mobiles en matériaux autres que métalliques, sauf ceux ayant fait l'objet d'un essai de vieillissement selon un cahier des charges approuvé par le ministre chargé de la sécurité industrielle figurant en annexe 1, auquel cas l'intervalle entre deux inspections périodiques est porté au plus à 4 ans ;- 2 ans pour les générateurs de vapeur, les appareils à couvercle amovible à fermeture rapide ; <p>Pour les autres équipements, hormis les tuyauteries, la période maximale entre les inspections périodiques est fixée au maximum à 4 ans. Toutefois, la première inspection périodique suivant la mise en service ou une modification notable d'un équipement est fixée au maximum à 3 ans, excepté pour les équipements qui ont fait l'objet d'un contrôle de mise en service conforme à l'article 11, que ce contrôle soit ou non obligatoire. Le délai maximal de 3 ans est porté à 40 mois pour les équipements dont la déclaration de mise en service a été réalisée avant l'entrée en vigueur du présent arrêté,</p> <p>Si l'état d'un équipement le justifie, l'exploitant réduit les périodes maximales mentionnées ci-dessus.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection réalise par sondage les constats suivants lors du contrôle du 27 février 2025 :</p> <ul style="list-style-type: none">- les échéances de prochaine inspection périodique indiquées dans la base de données de l'exploitant, pour les équipements « aérocondenseur E53 » et « séparateur N° 36823 », sont correctes au vu des exigences applicables ;- le dernier contrôle dont ont fait l'objet ces deux équipements est une requalification périodique, effectuée après le 1^{er} janvier 2018, qui a donc valeur d'inspection périodique.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 13 : Vérification des échéances de la requalification périodique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 18.I
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle documentaire – Requalification périodique
Prescription contrôlée : I. - L'échéance maximale des requalifications périodiques est fixée à partir de la date de mise en service ou de la dernière requalification périodique : <ul style="list-style-type: none">- deux ans pour les bouteilles pour appareils respiratoires utilisées pour la plongée subaquatique ainsi que pour les récipients mobiles en matériaux autres que métalliques ;- trois ans pour les récipients ou tuyauteries contenant les fluides suivants lorsque ceux-ci ne peuvent être exempts d'impuretés corrosives : fluor, fluorure de bore, fluorure d'hydrogène, trichlorure de bore, chlorure d'hydrogène, bromure d'hydrogène, dioxyde d'azote, chlorure de carbonyle (ou phosgène), sulfure d'hydrogène ;- six ans pour les récipients ou tuyauteries contenant un fluide toxique (toxicité aiguë par voie orale : catégories 1 et 2, toxicité aiguë par voie cutanée : catégories 1 et 2, toxicité aiguë par inhalation : catégories 1, 2 et 3, ou toxicité spécifique pour certains organes cibles - exposition unique : catégorie 1), ou un fluide corrosif vis-à-vis des parois de l'équipement sous pression ;- six ans pour les récipients mobiles en matériaux autres que métalliques ayant fait l'objet d'essais de contrôle du vieillissement lors de leur fabrication selon un cahier des charges approuvé par le ministre chargé de la sécurité industrielle en annexe 1 ;- six ans pour les bouteilles de plongée dont l'inspection périodique a été effectuée au moins annuellement ou avant leur utilisation quand la visite a été réalisée depuis plus d'un an, dans les conditions définies par la dernière version du cahier des charges relatif à l'inspection périodique des bouteilles métalliques utilisées pour la plongée subaquatique visé en annexe 1 du présent arrêté ministériel ;- dix ans pour les autres récipients ou tuyauteries ainsi que pour les générateurs de vapeur. Pour les extincteurs soumis à une pression maximale admissible de plus de 30 bar, la requalification périodique est réalisée à l'occasion du premier rechargement effectué plus de six ans après la requalification précédente, sans que le délai entre deux requalifications périodiques ne puisse excéder dix ans. Les autres extincteurs ne sont pas soumis à requalification périodique.
Constats : L'inspection constate lors du contrôle du 27 février 2025 que les échéances de prochaine requalification périodique indiquées dans la base de données de l'exploitant, pour les équipements « aérocondenseur E53 » et « séparateur N° 36823 », sont correctes au vu des exigences applicables.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 14 : Analyse du compte rendu de requalification périodique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 25
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle documentaire – Requalification périodique
Prescription contrôlée : <p>I.-L'organisme habilité émet une attestation permettant d'identifier le (ou les) équipement (s) concerné (s), datée et signée par l'expert assumant la responsabilité de la requalification périodique. La date retenue est celle de la dernière opération de la requalification périodique. Sont joints à cette attestation le compte rendu détaillé des opérations de contrôle effectuées en application des articles 20 à 22 et, pour une tuyauterie, les documents nécessaires à son identification.</p> <p>II.-Cette attestation est transmise à l'exploitant ou au responsable de l'établissement auquel la responsabilité des opérations a été confiée. Lorsque le destinataire est le responsable de l'établissement, celui-ci transmet à son tour l'attestation à l'exploitant.</p> <p>III.-Lorsqu'une non-conformité entraînant une altération du niveau de sécurité est mise en évidence, l'attestation le mentionne et la transmission prévue au II est effectuée sous pli recommandé avec avis de réception. L'organisme habilité en rend compte à l'autorité administrative compétente en charge des appareils à pression prévue à l'article R. 557-1-2, dans un délai maximal de cinq jours ouvrés.</p> <p>La remise en service de l'équipement est subordonnée au résultat favorable d'un nouveau contrôle, dont la portée peut être limitée aux seules parties concernées par l'altération.</p> <p>Lorsque l'altération est traitée au moyen d'une intervention, le contrôle après l'intervention a valeur d'inspection de requalification périodique.</p> <p>L'organisme habilité émet une nouvelle attestation prenant en compte le résultat favorable du nouveau contrôle.</p> <p>IV.-Il est interdit :</p> <ul style="list-style-type: none">-d'exploiter un équipement soumis au régime de la requalification périodique s'il ne dispose pas d'une attestation valide ou le cas échéant du marquage correspondant ;-dans le cas mentionné au III, de remettre en service ou de détenir un tel équipement si sa mise hors service n'a pas été matérialisée.
Constats : <p>L'exploitant présente à l'inspection lors du contrôle du 27 février 2025 les documents suivants :</p> <ul style="list-style-type: none">- attestation de vérification initiale datée du 3 août 2021 pour l'équipement « aérocondenseur E53 », établie par Bureau Veritas ;- attestation de requalification périodique datée du 13 juin 2023 pour le séparateur n° 36823, établie par Bureau Veritas <p>L'inspection note que ces deux documents ont été établis par un organisme habilité, et qu'ils ne comportent pas d'observations conditionnant le maintien en service des équipements susmentionnés ou prescrivant leur arrêt.</p> <p>Par ailleurs, l'inspection observe que les caractéristiques des équipements sont cohérentes avec les informations issues de la base de données de l'exploitant.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 15 : Contrôle de l'état de l'équipement

Référence réglementaire : Code de l'environnement, article R. 557-14-2
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle visuel des équipements
Prescription contrôlée : [...] Les équipements sont maintenus constamment en bon état et vérifiés aussi souvent que nécessaire. [...]
Constats : L'inspection vérifie lors du contrôle du 27 février 2025 le bon état apparent de l'aérocondenseur E53 situé au niveau de l'unité de séparation des gaz de l'air ainsi que la cohérence des informations listées sur sa plaque signalétique avec celles listées dans la base de données de l'exploitant (constructeur GEA, fabrication en 2006, PS de 20 bar, date de vérification initiale identique). De la même manière, l'inspection n'a pas d'observations à formuler quant au bon état et à la cohérence des informations indiquées concernant le séparateur n°36823 mis en œuvre dans l'atelier de compression hydrogène (constructeur CHAUMECA, fabrication en 1993, PS de 78 bar, date de requalification périodique identique).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 16 : Contrôle des accessoires de sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 3.I
Thème(s) : Risques accidentels, Adéquation des accessoires de sécurité
Prescription contrôlée : I. - Lorsque dans des conditions raisonnablement prévisibles, les limites admissibles de pression prévues, à la fabrication, pour un ou plusieurs des équipements assemblés entre eux risquent d'être dépassées, ces derniers sont équipés d'un accessoire de sécurité qui est obligatoirement réglé au maximum à la pression maximale admissible (PS) complété si nécessaire par un dispositif de contrôle. A l'occasion du fonctionnement des accessoires de sécurité, un dépassement de courte durée de la pression maximale admissible, lorsque cela est approprié, est admis. La surpression momentanée est limitée à 10 % de la pression maximale admissible.
Constats : L'inspection réalise les constats suivants lors du contrôle du 27 février 2025 : - aérocondenseur E53 : présence d'une soupape de sécurité tarée à 20 bar, ce qui est égal à la pression maximale de service de l'équipement ; - séparateur n°36823 : présence d'une soupape de sécurité tarée à 78 bar (certificat de tarage établi par la société RSBD en date du 28 février 2023), ce qui est égal à la pression maximale de service de l'équipement. Ces informations, que l'inspection a relevé de visu sur les accessoires de sécurité, sont cohérentes avec celles consignées dans les dernières attestations de contrôle des équipements consultées par l'inspection.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 18 : Moyens de confinement en cas de dispersion toxique

Références réglementaires : Code de l'environnement, article R. 181-54 Arrêté Préfectoral du 10/09/2013, article 97
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de confinement en cas de dispersion toxique
Prescription contrôlée : <u>Article R. 181-54 du code de l'environnement</u> [...] Le plan d'opération interne définit les mesures d'organisation, les méthodes d'intervention et les moyens nécessaires que l'exploitant doit mettre en œuvre pour protéger le personnel, les populations et l'environnement. [...] <u>Article 97 de l'arrêté préfectoral du 10 septembre 2013</u> Un plan d'opération interne (POI) est établi selon la réglementation en vigueur. Il définit les mesures d'organisation, notamment la mise en place d'un poste de commandement et les moyens afférents, les méthodes d'intervention et les moyens nécessaires à mettre en œuvre en cas d'accident en vue de protéger le personnel et l'environnement.
Constats : L'inspection vérifie, lors du contrôle du 27 février 2025, les moyens disponibles en cas de confinement dans deux locaux identifiés comme salle de confinement par l'exploitant, et notamment le réfectoire du bâtiment INOMAX. L'inspection constate qu'aucun matériel n'est mis à disposition pour étanchéifier les ouvertures présentes dans les locaux (fenêtres et ventilations notamment). L'inspection relève pourtant que le plan d'opération interne (version 2019) de l'exploitant prévoit, en cas de scénarios de fuite de gaz toxiques, le confinement des différents bâtiments exposés. L'inspection constate également que le choix de ces locaux ne permet pas au personnel confiné d'accéder à des sanitaires. L'inspection invite l'exploitant à réfléchir sur la possibilité d'inclure des sanitaires dans les espaces confinés. L'exploitant doit mettre en œuvre des moyens appropriés pour protéger le personnel en cas de fuite de gaz toxiques nécessitant une mise à l'abri des personnes.
Conclusions : L'exploitant doit mettre en œuvre les moyens permettant un confinement sécurisé et durable en cas de fuite de gaz toxiques nécessitant une mise à l'abri des personnes, sur l'ensemble des parties de l'installation susceptibles d'être exposées à de tels effets.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 19 : Réserve d'absorbants

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/09/2013, article 11
Thème(s) : Risques accidentels, Réserve d'absorbants
Prescription contrôlée : L'établissement dispose de réserves suffisantes de produits ou matières consommables utilisés de manière courante où occasionnelle pour assurer la protection de l'environnement, tels que manches de filtre, produits de neutralisation, liquides inhibiteurs, produits absorbants...
Constats : L'inspection constate, lors de la visite des installations au cours du contrôle du 27 février 2025, qu'un bac d'absorbant situé à proximité d'une cuve de fioul destinée à alimenter les chariots de manutention d'une partie des installations est partiellement vide et qu'il n'y a pas de moyens de manipulation de cet absorbant (par exemple une pelle). À la demande de l'inspection, l'exploitant place un sac de sable entamé dans le bac en tant qu'absorbant, et s'engage à y placer une pelle.
Conclusions : L'exploitant doit s'assurer que les quantités d'absorbant placées aux endroits où des produits polluants sont mis en œuvre sont suffisantes et que les moyens de manipulation appropriés pour utiliser l'absorbant (e.g. pelle) sont présents.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Type de suites proposées : 1 mois

N° 20 : Système de sécurité incendie - poste ROC

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/09/2013, article 93
Thème(s) : Risques accidentels, Système de sécurité incendie - poste ROC
Prescription contrôlée : L'exploitant fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, etc.) conformément aux référentiels en vigueur et à fréquence au moins annuelle.
Constats : L'inspection constate, lors de la visite des installations au cours du contrôle du 27 février 2025, que des témoins indiquant une anomalie sont allumés au niveau de l'écran d'affichage de la centrale de détection incendie située dans le centre de commande ROC. L'exploitant doit réaliser les actions correctives permettant de lever ces anomalies et en transmettre un justificatif à l'inspection.
Conclusions : L'exploitant doit réaliser les actions correctives permettant de lever les anomalies affichées sur le panneau de contrôle du système de surveillance incendie situé au sein du centre de commandes ROC et en transmettre un justificatif à l'inspection.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

ANNEXE CONFIDENTIELLE :
fiches de constats contenant des informations sensibles pour la sûreté des installations

N° 1 : Situation administrative et instructions en cours

Référence réglementaire : Code de l'environnement, article R. 511-9
Thème(s) : Situation administrative, Situation administrative et instructions en cours
Prescription contrôlée : <u>Article R. 511-9 du code de l'environnement</u> La colonne " A " de l'annexe au présent article constitue la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement. <u>Article L. 181-14 du code de l'environnement</u> Toute modification substantielle des activités, installations, ouvrages ou travaux qui relèvent de l'autorisation environnementale est soumise à la délivrance d'une nouvelle autorisation, qu'elle intervienne avant la réalisation du projet ou lors de sa mise en œuvre ou de son exploitation. En dehors des modifications substantielles, toute modification notable intervenant dans les mêmes circonstances est portée à la connaissance de l'autorité administrative compétente pour délivrer l'autorisation environnementale dans les conditions définies par le décret prévu à l'article L. 181-32. [...] <u>Article 25 de l'arrêté préfectoral du 10 septembre 2013 :</u> « [...] Les tuyauteries de transport de substances et préparations dangereuses à l'intérieur de l'établissement sont aériennes (à l'exclusion de la canalisation de transport d'oxygène vers un site extérieur) ». Constats : <i>Nota :</i> au 27 février 2025, un dossier de demande d'autorisation environnementale déposé par l'exploitant est en cours d'instruction par l'inspection, le rapport du commissaire enquêteur ayant été remis en date du 4 février 2025. Lors du contrôle du 27 février 2025, l'inspection interroge l'exploitant sur plusieurs points relatifs à l'instruction en cours : - <i>Planning des travaux relatifs à l'installation photovoltaïque :</i> l'exploitant indique que la date de démarrage des travaux est inchangée à ce stade (début septembre 2025), et confirme son abandon de demande d'autorisation de travaux anticipée. - <i>Rétention des eaux d'extinction au niveau du bâtiment INOMAX (partie Nord du site) :</i> l'exploitant explique à l'inspection qu'à la suite d'une visite du service de prévention industrielle du SDIS des Yvelines, le projet de mettre en place une rétention au niveau des quais de livraison du bâtiment INOMAX n'est pas retenu car source de difficultés opérationnelles selon le SDIS. L'alternative envisagée, selon l'exploitant, consiste en l'acquisition d'une parcelle voisine au site, contenant notamment au 27 février 2025 une portion de voie ferrée abandonnée, afin d'y installer une capacité de rétention aérienne déportée ainsi que des passages de câbles des panneaux photovoltaïques. L'inspection fait remarquer à l'exploitant que cette extension du site devra faire l'objet d'un porter-à-connaissance, qui ne pourra raisonnablement être instruit dans les délais d'instruction du dossier d'autorisation environnementale en cours.

Au sujet des capacités de rétention des eaux incendie sur site, l'exploitant doit se positionner sur la disponibilité de ces capacités telles qu'elles sont calculées dans son dossier de demande d'autorisation environnementale, et faire valider son positionnement par le SDIS des Yvelines.

A date de validation du présent rapport : Ce point fait l'objet de prescriptions dans l'arrêté préfectoral du 31/07/2025 (art 78).

- *Étude des caractéristiques en matière de résistance et réaction au feu des murs des bâtiments :* selon l'exploitant, une visite du service prévention du SDIS des Yvelines a permis d'établir que seules les parois extérieures du bâtiment INOMAX présentent un degré coupe-feu 2h. L'inspection note par conséquent que des prescriptions particulières sont à prévoir sur ce point dans l'arrêté préfectoral à venir. (cf articles 63 et 64 de l'APC du 31/07/2025)

- *Réduction et mesures des niveaux sonores :* l'exploitant indique à l'inspection que des actions ont été mises en œuvre ou sont en cours de mise en œuvre (e.g. remplacement d'un compresseur, amélioration de l'isolation phonique au niveau de l'unité de séparation des gaz de l'air) afin de diminuer les émissions sonores de l'installation. Concernant la réalisation de mesures de bruits, engagement de l'exploitant au cours de l'instruction du dossier, l'exploitant affirme qu'une campagne est en cours au jour du contrôle préalable à la réalisation des actions de réduction de bruit et qu'une deuxième est prévue après la réalisation des travaux prévus. L'inspection constate en effet lors de la visite de l'installation que des mesures d'émissions sonores sont en cours à différents points en périphérie.

- *Gardiennage :* en raison d'une ambiguïté sur ce point dans le sommaire du dossier de demande d'autorisation environnementale déposé par l'exploitant, l'inspection demande à l'exploitant de confirmer de l'absence de modification des modalités de surveillance du site, qui en donne confirmation orale. L'inspection indique qu'une confirmation écrite doit être transmise.

- *Tuyauterie de transfert d'hydrogène gazeux entre les deux parties du site :* l'inspection note que, bien que l'article 25 de l'arrêté préfectoral du 10 septembre 2013 exclut la présence de tuyauteries de transport de substances dangereuses enterrées au sein des installations, l'étude de dangers de l'exploitant mentionne une « canalisation DN21,3/P=9 barg » de transfert d'hydrogène gazeux entre la partie Nord de l'installation et l'unité de séparation des gaz de l'air, qui est partiellement enterrée (ce que l'inspection vérifie avec l'exploitant lors de la visite de l'installation). L'inspection note par conséquent que des prescriptions particulières sont à prévoir sur ce point dans l'arrêté préfectoral à venir, notamment en matière de pilotage, de maintenance et de surveillance de cette tuyauterie.

- *autres projets de modification à venir :* divers sujets sont abordés sur ce point, notamment d'éventuelles augmentations de capacité. L'inspection comprend qu'il s'agit essentiellement, au jour du contrôle, de réflexions en cours.

Ces points sont traités dans le cadre de l'instruction en cours du dossier de demande d'autorisation environnementale déposé par l'exploitant et ne font pas l'objet de suites dans le cadre du contrôle du 27 février 2025.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Alimentation en énergie et utilités associées (1)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56
Thème(s) : Actions nationales 2025, Alimentation en énergie
Prescription contrôlée : L'exploitant assure en permanence la fourniture ou la disponibilité des utilités qui permettent aux installations de fonctionner dans leur domaine de sécurité ou nécessaires à l'alimentation des barrières de sécurité ou mesures de maîtrise des risques concourant à la mise en sécurité ou à l'arrêt d'urgence des installations. [...]
Constats : <u>Alimentation en énergie et utilités associées</u> Interrogé par l'inspection, l'exploitant indique au cours du contrôle du 27 février 2025 que l'installation est alimentée en électricité : <ul style="list-style-type: none">- par une ligne principale haute tension (RTE) aérienne en 63 kV, via un transformateur EDF (nommé T1 dans les documents de l'exploitant) situé à l'extrémité Nord-Est du site Sud ;- par une ligne de secours (ENEDIS) en 20 kV, qui sert à alimenter le site le temps de l'indisponibilité, via un transformateur dont Linde est propriétaire (nommé T5). L'exploitant présente à l'inspection un schéma du réseau électrique de l'installation qui reprend ces éléments. Plus spécifiquement, concernant les procédés industriels mis en œuvre sur l'installation, l'exploitant indique que seule l'unité de séparation des gaz de l'air est secourue (par un onduleur de 60 kVA ainsi que par des batteries le temps que l'onduleur démarre et prenne le relais), et que les autres unités (conditionnement par exemple) ne sont pas secourues car leur arrêt inopiné n'est pas source d'un risque accidentel. L'exploitant précise également que le centre de commande déporté « ROC » (Remote Operating Center) ainsi que les bureaux sont secourus (par des onduleurs dont les batteries permettent de maintenir une alimentation pendant 8 heures). La défaillance électrique n'est pas détectée de manière spécifique, hormis la détection visuelle et sonore due à la perte d'alimentation électrique (i.e. arrêt des machines, extinction des éclairages et voyants, etc.).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Stratégie de l'exploitant en cas de perte d'électricité (2)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56
Thème(s) : Actions nationales 2025, Stratégie en cas de perte d'utilité électrique
Prescription contrôlée : L'exploitant assure en permanence la fourniture ou la disponibilité des utilités qui permettent aux installations de fonctionner dans leur domaine de sécurité ou nécessaires à l'alimentation des barrières de sécurité ou mesures de maîtrise des risques concourant à la mise en sécurité ou à l'arrêt d'urgence des installations. L'exploitant définit les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations dans ces situations, et le cas échéant, les conditions dans lesquelles les installations sont mises à l'arrêt. Ces conditions et modalités sont formalisées dans une procédure. [...]
Constats : <u>Stratégie de l'exploitant en cas de perte d'électricité</u> Interrogé par l'inspection lors du contrôle du 27 février 2025, l'exploitant indique : <ul style="list-style-type: none">- qu'en cas de pertes d'électricité, la production ne se poursuit pas ;- que les actions de mise en sécurité (i.e. basculement sur la ligne de secours) sont engagées sans délai en cas de coupure franche ;- qu'il dispose d'un point d'entrée direct chez son fournisseur d'énergie (poste dispatching RTE des Yvelines).- qu'il conserve le contrôle et une vision de l'installation via le centre de commande déporté « ROC » secouru par les onduleurs pendant 8 heures. Cette durée laisse le temps à l'exploitant d'effectuer le basculement sur la ligne de secours. L'inspection constate au cours de ce contrôle que si les effets d'une perte d'électricité sont connus par le personnel de l'exploitation, l'identification de ces effets, qu'ils soient directs ou différés, n'est pas formalisée.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Arrêts et mise en sécurité (3.a)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56
Thème(s) : Actions nationales 2025, Mise en sécurité
Prescription contrôlée : [...] L'exploitant définit les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations dans ces situations, et le cas échéant, les conditions dans lesquelles les installations sont mises à l'arrêt. Ces conditions et modalités sont formalisées dans une procédure. Les barrières de sécurité ou mesures de maîtrise des risques sont maintenues en service ou mises automatiquement en position de sécurité en cas de défaillance de l'alimentation de commande principale. [...]
Constats : <u>Mise en sécurité</u> L'exploitant indique à l'inspection au cours du contrôle du 27 février 2025 que l'ensemble des MMR de l'installation sont sur onduleurs et sont donc secourues, et notamment celles de l'unité de séparation des gaz de l'air (e.g. détection ammoniac au niveau du groupe froid, capteurs niveau haut dans les réservoirs d'argon liquide) qui présente le plus de risques accidentels. L'exploitant précise que les activités de conditionnement n'ont pas besoin d'être secourues en cas de coupure d'électricité, les équipements concourant à la sécurité de ces activités étant dans l'ensemble passifs (e.g. soupapes et pressostats des équipements sous pression), et que d'autres moyens concourant moins directement à la prévention des risques, telle que la surveillance vidéo, ne sont pas secourus électriquement. Par ailleurs l'exploitant explique à l'inspection que les réservoirs cryogéniques (dans une partie de l'installation distincte de l'unité de séparation des gaz de l'air) fonctionnent en autonomie (hormis le suivi par télémétrie) et qu'ils n'ont pas besoin d'être secourus.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Actions engagées pour la mise en sécurité (3.b)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59
Thème(s) : Actions nationales 2025, Mise en sécurité
Prescription contrôlée : Sans préjudice des dispositions du code du travail, l'exploitant établit, tient à jour et affiche des consignes d'exploitation et de sécurité dans les lieux fréquentés par le personnel. Il s'assure de leur appropriation et de leur bonne mise en œuvre par le personnel concerné. L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté ainsi que de l'arrêté préfectoral d'autorisation. Ces consignes d'exploitation précisent autant que de besoin : -les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification

ou d'entretien de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté ainsi que de l'arrêté préfectoral d'autorisation ;

-les vérifications à effectuer, en particulier pour s'assurer périodiquement de l'étanchéité des dispositifs de rétention, préalablement à toute remise en service après arrêt d'exploitation, et plus généralement aussi souvent que le justifieront les conditions d'exploitation ;

-l'obligation du " permis d'intervention " prévu à l'article 63 du présent arrêté pour les parties concernées de l'installation ;

-les conditions de conservation et de stockage des produits, notamment les précautions à prendre pour l'emploi et le stockage de produits incompatibles ;

-Les opérations et contrôles à effectuer pour les phases d'arrêt et, le cas échéant, avant la remise en service des équipements.

L'ensemble des contrôles, vérifications, les opérations d'entretien menés sont notés sur un ou des registres spécifiques.

L'exploitant établit par ailleurs des consignes de sécurité, qui indiquent autant que de besoin :

-l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, notamment l'interdiction de fumer dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion, sauf cas spécifique d'une intervention dûment encadrée par un permis d'intervention prévu à l'article 63 ;

-les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides) ;

-les mesures à prendre en cas de perte de confinement sur un récipient ou une tuyauterie contenant des substances dangereuses ;

-les modalités de mise en œuvre des moyens d'intervention et d'évacuation ainsi que les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;

-les modalités de mise en œuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte, prévues à l'article 26 ou 26 bis, pour les installations soumises à ces dispositions ;

-la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc. ;

-l'organisation de l'exploitant en cas d'incident ou de sinistre ;

-l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident. »

Constats :

Actions engagées pour la mise en sécurité

L'exploitant explique au cours du contrôle du 27 février 2025 qu'une intervention manuelle doit être réalisée sur le transformateur T5, dont Linde est propriétaire, en cas de coupure d'électricité, et que la durée de ces actions est estimée au plus à 45 minutes (30 minutes de trajet du personnel d'astreinte jusqu'au site si hors heures ouvrées, 15 minutes d'intervention pour effectuer le basculement) ; l'exploitant a pu estimer cette durée lorsque l'opération est réalisée une fois par an pour effectuer la maintenance annuelle du transformateur principal (T1).

Interrogé par l'inspection concernant la formalisation de sa stratégie et des actions humaines à mener en cas de perte d'électricité, l'exploitant indique qu'aucune consigne ou procédure ne les tracent. L'exploitant doit consigner dans un document (e.g. mode opératoire, fiches dans le POI...) les actions de mise en œuvre des secours en alimentation électrique et de mise en sécurité du site.

Concernant la formation du personnel devant intervenir en cas de perte d'électricité, l'exploitant indique qu'hormis au cours de la maintenance annuelle susmentionnée, aucune formation particulière du personnel n'est prévue.

Conclusions : L'exploitant doit consigner dans un document (e.g. mode opératoire, fiches dans le POI...) les actions de mise en œuvre des secours en alimentation électrique et de mise en sécurité du site, qui comprendra également un plan de localisation des différents équipements sollicités (transformateurs, onduleurs, etc.).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 6 : Modalités de maintien de la surveillance si coupure d'électricité (3.c)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 64
Thème(s) : Actions nationales 2025, Mise en sécurité
Prescription contrôlée : <p>En cas d'arrêt d'équipements (notamment réservoirs, cuves, rétentions, tuyauteries), l'exploitant prend toutes les dispositions permettant de garantir la mise en sécurité des équipements et la prévention des accidents pour la phase intermédiaire d'arrêt (inertage des équipements ...) Dans le cas contraire, les mesures de maîtrises de risques ou barrières de sécurité nécessaires sont maintenues en place et en état de fonctionnement.</p> <p>Si l'arrêt n'est pas définitif, l'exploitant prend également toutes les dispositions nécessaires au maintien en bon état de marche des équipements pendant toute la durée de l'arrêt. La remise en service d'un tel équipement est subordonnée au respect de ces conditions pendant toute la durée de l'arrêt et aux contrôles préalables identifiés par l'exploitant.</p> <p>L'exploitant identifie dans une liste les équipements en phase d'arrêt au sein d'installation, ainsi que leur statut (arrêt temporaire, arrêt définitif, mis en sécurité). Les consignes d'exploitation et de sécurité prévues à l'article 59 contiennent les dispositions, contrôles et vérifications à mettre en place concernant ces équipements.</p>
Constats : <u>Modalités de maintien de la surveillance si coupure d'électricité</u> <p>En cas de coupure d'électricité, l'exploitant estime que les onduleurs de secours pour l'unité de séparation des gaz de l'air et pour le ROC ont une autonomie de 8 heures, durant laquelle les équipements contenant du gaz sont maintenus « sur niveau » avant redémarrage.</p> <p>L'exploitant précise que durant cette période, les moyens de surveillance des procédés sont secourus, ce qui permet de détecter toute anomalie (e.g. fuite de gaz, perte de niveau, etc.) sans recours à des mesures compensatoires.</p> <p>En cas de coupure prolongée et de dépassement de cette durée de 8 heures, l'exploitant indique que les équipements sont dépressurisés et les gaz mis à l'atmosphère via le système d'évents.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Dispositifs de secours électrique (Liste et équipements secours) (4.a)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56
Thème(s) : Actions nationales 2025, Dispositifs de secours électrique
Prescription contrôlée : <p>L'exploitant assure en permanence la fourniture ou la disponibilité des utilités qui permettent aux installations de fonctionner dans leur domaine de sécurité ou nécessaires à l'alimentation des barrières de sécurité ou mesures de maîtrise des risques concourant à la mise en sécurité ou à l'arrêt d'urgence des installations.</p> <p>L'exploitant définit les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations dans ces situations, et le cas échéant, les conditions dans lesquelles les installations sont mises à l'arrêt. Ces conditions et modalités sont formalisées dans une procédure.</p> <p>Les barrières de sécurité ou mesures de maîtrise des risques sont maintenues en service ou mises automatiquement en position de sécurité en cas de défaillance de l'alimentation de commande principale.</p>
Constats : <u>Dispositifs de secours électrique</u> <p>L'inspection vérifie par sondage lors du contrôle du 27 février 2025 que les dispositifs de secours électriques suivants sont bien présents aux emplacements indiqués par l'exploitant :</p> <ul style="list-style-type: none">- Onduleurs 60 kVA de secours pour l'unité de séparation des gaz de l'air et batteries associées (72 batteries plomb, 12 volts/170Ah) ;- Onduleurs 15 kVA de secours pour le centre de commande ROC. <p>À la demande de l'inspection, l'exploitant effectue un basculement de l'alimentation principale du centre de commande ROC vers l'alimentation de secours par onduleur ; l'inspection constate que la bascule est immédiate et qu'aucune perturbation n'a lieu au niveau du centre de commande.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Autonomie du dispositif de secours électrique et de surveillance (4.b)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 7
Thème(s) : Actions nationales 2025, Dispositifs de secours électrique
Prescription contrôlée : Lorsque les mesures de maîtrise des risques ne sont pas mises automatiquement en position de sécurité en cas de défaillance de l'alimentation de commande principale, les réseaux d'utilités les alimentant, lorsqu'ils sont nécessaires à leur fonctionnement, sont fiabilisés ou indépendants de sorte qu'un sinistre n'entraîne pas la perte simultanée de plusieurs de ces mesures de maîtrise des risques agissant sur un même scénario accidentel.
Constats : <u>Autonomie du dispositif de secours électrique et de surveillance</u> Comme indiqué dans les fiches de constats précédentes, l'exploitant indique au cours du contrôle du 27 février 2025 que les dispositifs de secours électrique ont une autonomie au plus de 8 heures. Cette autonomie permet normalement le basculement sur la ligne électrique de secours. L'exploitant indique qu'en cas de coupure plus longue, les équipements sont dépressurisés et dégazés progressivement. L'inspection conclut que l'autonomie de l'installation telle que décrite par l'exploitant est suffisamment importante pour permettre leur mise en sécurité complète, y compris en cas de coupure d'électricité prolongée (e.g. 48 heures).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Maintenance utilités et dispositifs de secours électrique (5)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 52
Thème(s) : Actions nationales 2025, Maintenance et test
Prescription contrôlée : <p>Pour les installations dont un ou des phénomènes dangereux identifiés dans l'études de dangers conduisent à des effets irréversibles, au sens de l'arrêté du 29 septembre 2005 susvisé, qui sortent des limites du site, l'exploitant établit, sous sa responsabilité les plages de variation des paramètres qui déterminent la sécurité de fonctionnement des installations. Il met en place des dispositifs permettant de maintenir ces paramètres dans ces plages de fonctionnement.</p> <p>Pour ces mêmes installations, les paramètres importants pour la maîtrise de ces phénomènes sont associés à une alarme ou une sécurité opérationnelle lorsqu'ils sont susceptibles de sortir des plages de fonctionnement définies. Le déclenchement de l'alarme ou la sécurité opérationnelle entraîne si nécessaire la réalisation de mesures correctives appropriées, et le cas échéant la mise en sécurité de l'installation, notamment si la cinétique le justifie.</p> <p>Les systèmes de sécurité concernés sont éprouvés, conçus et construits de façon à être fiables, adaptés aux conditions de service prévues et à prendre en compte, s'il y a lieu, les exigences en matière de maintenance et d'essais des dispositifs.</p>
Constats : <u>Maintenance des utilités et dispositifs de secours électrique</u> <p>L'exploitant indique au cours du contrôle du 27 février 2025 que les équipements de secours sont maintenus tous les ans par leur fabricant dans le cadre d'un contrat d'entretien (vérification des échéances via SAP), et présente à l'inspection les rapports de maintenance pour les onduleurs de secours de l'unité de séparation des gaz de l'air et pour le centre de contrôle ROC (rapports datés du 7 août 2024). L'inspection constate que ces rapports décrivent un bon fonctionnement des onduleurs vérifiés et l'absence d'anomalies.</p> <p>L'exploitant précise de plus ne pas effectuer de maintenance ou vérification périodique en interne. Au cours de la visite du site, l'inspection vérifie l'état apparent des onduleurs de secours de l'unité de séparation des gaz de l'air et du centre de commande ROC.</p> <p>L'inspection constate, au niveau du panneau de contrôle de l'onduleur de secours de l'unité de séparation des gaz de l'air, l'affichage d'un message d'avertissement sur la maintenance à prévoir du ventilateur. L'exploitant doit procéder à cette opération et transmettre le justificatif de sa réalisation à l'inspection.</p>
Conclusions : <u>Demande de justificatif à l'exploitant (délai : 3 mois)</u> <p>L'exploitant doit transmettre à l'inspection le justificatif de maintenance du ventilateur de l'onduleur de secours de l'unité de séparation des gaz de l'air.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 10 : Plan d'action relatif aux utilités (6)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56
Thème(s) : Actions nationales 2025, Mise en conformité
Prescription contrôlée : [...] Pour les installations, pour lesquelles le dépôt complet de la demande d'autorisation est antérieur au 1er septembre 2022, les travaux identifiés comme nécessaires pour la mise en conformité à ces dispositions sont réalisés avant le 1er janvier 2026.
Constats : <u>Plan d'action</u> Compte tenu des constats formulés dans les fiches précédentes relatives au sujet de la perte d'alimentation en électricité, l'inspection estime que, pour les points contrôlés par sondage le 27 février 2025, l'installation respecte globalement les dispositions de l'article 56 de l'arrêté du 4 octobre 2010. Toutefois, il convient que l'exploitant se positionne formellement sur la conformité de son installation à ces dispositions, et le cas échéant sur la nécessité d'engager des actions de mise en conformité.
Conclusions : L'exploitant doit évaluer la conformité de son installation aux dispositions de l'article 56 de l'arrêté du 4 octobre 2010 et transmettre à l'inspection le résultat de cette évaluation ainsi que, le cas échéant, l'échéancier des actions de mise en conformité nécessaires.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 17 : Entretien des moyens de lutte toxique

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/09/2013, article 94
Thème(s) : Risques accidentels, Entretien des moyens de lutte toxique
Prescription contrôlée : Les moyens de lutte contre le risque toxique sont à minima les suivants : <ul style="list-style-type: none">- 6 appareils respiratoires isolants (ARI) ;- 3 analyseurs d'oxygène portatifs ;- combinaisons intégrales risques chimiques, masques avec cartouches filtrantes adaptées et gants. Ces matériels sont entretenus en bons état et vérifiés périodiquement. Ces équipements sont accessibles en toutes circonstances et adaptées aux interventions en conditions normales et en conditions accidentelles
Constats : L'inspection vérifie par sondage, lors du contrôle du 27 février 2025, la présence de moyens de lutte contre le risque toxique dans le bâtiment INOMAX et dans le couloir d'accès à la salle des machines de l'unité de séparation des gaz de l'air, et effectue les constats suivants : <ul style="list-style-type: none">• dans le bâtiment INOMAX ;<ul style="list-style-type: none">◦ un appareil de détection de NO₂ portatif (appareil n° 0262458) ne porte aucune date de vérification périodique ;◦ les ARI présents portent un macaron attestant d'un prochain contrôle à effectuer en août 2025.◦ les instructions d'utilisation des ARI présents sont rédigées en langue allemande ;• dans le couloir d'accès à la salle des machines ;<ul style="list-style-type: none">◦ les ARI présents portent un macaron attestant d'un prochain contrôle à effectuer en août 2025. L'exploitant transmet à l'inspection par courriel du 27 février 2025 le certificat de calibration du détecteur de NO ₂ susmentionné, daté du 2 juillet 2024, et indique à l'inspection qu'il s'agit de la date d'achat du détecteur, ce qui explique l'absence de macaron sur l'appareil lors du contrôle.
Conclusions : L'exploitant doit afficher des instructions d'utilisation en langue française au niveau des ARI disponibles dans le bâtiment INOMAX.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois